



MINUSCA

POINT DE PRESSE

du 04 février 2015

ACTIVITES DU REPRESENTANT SPECIAL BABACAR GAYE

Le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République Centrafricaine, Babacar Gaye, est rentré lundi après-midi à Bangui après avoir participé au 24^e sommet de l'Union Africaine tenu à Addis Abeba (Ethiopie) le 31 janvier 2015.

En marge des assises de l'Union Africaine, le Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), qui faisait partie de la délégation du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki moon, a eu des contacts destinés à présenter les avancées dans le processus politique ainsi que les défis à relever pour appuyer les efforts de sortie de crise, notamment la réconciliation nationale à travers le Forum de Bangui.

Le numéro un de la MINUSCA a expliqué à ses interlocuteurs le bon démarrage des consultations populaires sur toute l'étendue du territoire national malgré des poches de résistance dont le nombre se réduit de plus en plus, particulièrement grâce aux postures robustes des forces internationales.

“La MINUSCA continuera de protéger les consultations

par les moyens que lui donne son mandat afin que tous les citoyens puissent s'exprimer librement et que leurs vues soient prises en compte dans le cadre du Forum de Bangui”, a assuré le Chef de la MINUSCA.

Le Représentant spécial Gaye a aussi pris part à une réunion de concertation des Chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Il s'est réjoui que la rencontre ait réaffirmé, par la voix du Président tchadien Idriss Deby Itno, le soutien de l'organisation sous régionale au processus de Brazzaville que le gouvernement de Transition est en train de mettre en œuvre avec l'appui de la communauté internationale. *“Ce processus est le seul cadre qui puisse aider, à l'heure actuelle, à rétablir la paix et la stabilité dans le pays”, a-t-il fait remarquer.*

Les différents entretiens du Chef de la MINUSCA ont permis d'enregistrer l'appui renouvelé de la communauté internationale à la RCA aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral dans les domaines financier, sécuritaire et humanitaire pour aider au retour de la paix et de la stabilité.●

CONSULTATIONS POPULAIRES

En vue de contribuer à la réussite des consultations populaires lancées officiellement le 21 janvier 2015, la MINUSCA a renforcé son soutien aux équipes qui conduisent ces opérations à travers le pays.

A Bangui, le lancement effectif a eu lieu mardi 3 février 2015. Des efforts multiformes sont en cours pour faciliter l'accès aux zones contrôlées par les groupes armés. Les consultations sont prévues la semaine prochaine dans les camps de réfugiés.

La MINUSCA note une grande ferveur dans le démarrage effectif des consultations populaires à Bangui et l'interprète comme l'engouement des populations en faveur

de cet exercice historique dans les traditions politiques centrafricaines.

De même, à l'intérieur du pays, on observe une extension de ces consultations à des endroits hostiles au début mais où l'on comprend de mieux en mieux la nécessité de laisser les citoyens s'exprimer librement sur leurs préoccupations individuelles et également sur l'avenir de la Centrafrique comme nation.

Ainsi, à la date du 2 février 2015, les consultations ont eu lieu dans 28 des 39 sous-préfectures dans le Secteur Ouest, 5 des 13 sous-préfectures du Centre et 4 des 9 sous-préfectures dans le Secteur Est. Il y a 77 pour cent

de déploiement et 62 pour cent de consultations selon nos dernières statistiques.

Au vu de l'évolution positive de la situation, la MINUSCA voudrait encourager toutes les parties concernées à concourir au déroulement sans entraves des consultations qui ont fini de faire la prévue de leur pertinence par les échanges et les propositions de la base auxquels ils ont déjà donné lieu.

ACCUSATIONS DE SORCELLERIE

La Mission multidimensionnelle Intégrée pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) est horrifiée par les récents meurtres de personnes sous les fallacieuses accusations de sorcellerie.

La MINUSCA condamne avec la plus grande fermeté ces pratiques inhumaines et obscurantistes qui n'ont pas leur place dans un Etat de droit ni dans aucune société de notre époque et dont la récurrence met en péril les efforts de réconciliation nationale entre enfants d'un même pays en vue de la restauration d'une paix durable en Centrafrique.

DROITS DE L'HOMME

A ce sujet, dans sa mission de surveillance et de documentation de la situation des droits de l'homme, la MINUSCA a enregistré, au cours de la semaine en revue, au moins 26 incidents de violation et d'abus dans ce domaine. Résultats ; 64 victimes dont 1 cas de torture, 9 cas d'atteinte au droit à la vie, 25 cas d'atteinte au droit à l'intégrité physique, 1 cas de viol sur mineur et 27 cas de détentions arbitraires.

Ces incidents se sont produits aussi bien à Bangui qu'à l'intérieur du pays. Les témoignages des survivants et familles des victimes pointent un doigt accusateur contre les Anti-Balaka, les Peuls Bororos et les éléments de l'ex-Seleka.

PROCESSUS ELECTORAL

Dans le cadre de la préparation des élections et surtout de la participation des réfugiés aux scrutins, la MINUSCA a facilité une rencontre entre l'Autorité Nationale des Elections (A.N.E) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR).

Les discussions ont porté notamment sur la question des pièces d'identification pour les réfugiés lors de leur inscription, la faisabilité des opérations électorales dans les pays abritant des réfugiés, et sur le statut spécial de protection accordé aux réfugiés. Le HCR partagera avec

La MINUSCA reste engagée en faveur de ces consultations car elle les considère comme une occasion historique offerte aux citoyens pour faire entendre leur voix sur les questions qui agitent leur pays et sur les causes profondes de la crise. Les résultats de cet exercice seront versés au Forum de Bangui, qui doit permettre un dialogue inclusif entre tous les protagonistes centrafricains. ●

La MINUSCA exhorte les autorités compétentes à identifier les auteurs de tels crimes odieux, à les arrêter et à les mettre à la disposition de la justice, conformément aux lois en vigueur.

La MINUSCA réitère sa disponibilité à apporter son assistance dans le cadre de son mandat de protection des populations pour mettre fin à ces actes inadmissibles et intolérables qui constituent autant de violations flagrantes des droits de l'homme et de freins à la cohésion sociale. ●

La MINUSCA ne se limite pas à comptabiliser les violations des droits de l'Homme. Elle fait aussi de la formation dans son volet renforcement des capacités. Ainsi, samedi dernier, une session de formation a regroupé 18 personnes dont 4 femmes membres de la plateforme associative des droits de l'homme et de développement des arrondissements PK 5 et PK 8 de la ville de Bangui. La formation a porté, notamment, sur la définition des droits de l'homme, les violations de ces droits et les sanctions encourues dans ces cas. ●

l'ANE toutes les données sur les réfugiés y compris leur localité. Bientôt, le HCR organisera une réunion transfrontalière pour assurer une méthodologie de collaboration entre toutes les parties prenantes.

Avec l'appui de la MINUSCA, l'Autorité Nationale des élections (A.N.E) a mené deux missions de sept jours pour l'installation de démembrements dans les préfectures de Mbomou et Haut-Mbomou (Sud-Est du pays). A ce jour, les 88 démembrements ont été désignés sur les 141 prévus, et ceci dans 10 sur 16 préfectures. ●

ETAT DE DROIT ET JUSTICE

La MINUSCA poursuit son soutien technique au Ministère de la Justice pour l'organisation des assises criminelles avec assistance de jury dans le cadre du projet conjoint MINUSCA – PNUD – ONU FEMMES

De même, La MINUSCA continue de travailler avec les Services Judiciaires et Services Pénitentiaires du Ministère de la Justice en vue de la réouverture des cours et tribunaux et les maisons d'arrêt dans les provinces en dehors de la ville de Bangui

VISITES EN RCA

Enfin, je voudrais annoncer la visite de deux importantes personnalités des Nations Unies en Centrafrique. Il s'agit de l'Experte Indépendante sur la situation des droits de l'Homme en RCA, MME Marie-Thérèse Keita Bocoum et du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Abdoulaye Mar Dièye.

POLICE

EVÈNEMENTS MARQUANTS DE LA SEMAINE

Cette semaine, la situation sécuritaire à Bangui a été marquée par le démarrage des consultations à la base dans la capitale Bangui. Ces consultations se sont déroulées à l'amphithéâtre du Ministère des Affaires Etrangères, à l'Assemblée Nationale et à la Caisse Café. Les casques bleus de la MINUSCA étaient présents dans ces différents sites pour le suivi du bon déroulement des consultations.

Il y a eu aussi au cours de la semaine, des manifestations dans la ville :

- D'abord la marche organisée par les sportifs le samedi 31 janvier dernier pour réclamer la libération du Ministre de la Jeunesse et des Sports Armel SAYO toujours détenu par ses ravisseurs.

- Ensuite, il y a eu la marche des élèves et étudiants pour réclamer le paiement des arriérés de salaire de leurs enseignants

Ces différentes manifestations ont été sécurisées par les casques bleus en étroite collaboration avec les FSI.

II. Activités de lutte contre le banditisme et la grande criminalité

A. Interpellations et saisies réalisées au cours de la semaine

Dans le même ordre, La Mission appuie l'administration pénitentiaire pour améliorer la sécurité des prisons. Concernant les conditions hygiéniques à Ngaragba, de concert avec le Comité International de la Croix Rouge (CICR),

la MINUSCA œuvre à trouver une solution durable pour le vidage des fosses septiques et l'approvisionnement en produits d'hygiène. ●

En plus des réunions avec les collègues des Nations Unies, des rencontres sont prévues avec les autorités gouvernementales centrafricaines, la société civile, la communauté humanitaire etc. Leur séjour leur permettra de toucher du doigt la réalité sur le terrain pour faire des recommandations pertinentes afin pour relever les défis actuels et à venir. ●

En ce qui concerne les personnes interpellées : Au total 10 personnes interpellées, pour 16 infractions recensées.

En ce qui concerne les saisies :

- deux (02) grenades ;
- Vingt-cinq (25) cartouches de calibre douze ;
- Un (01) arme blanche (couteau) ;
- Un véhicule volé, retrouvé ;
- Deux (02) kilogrammes de chanvre indien.

B. Point des infractions enregistrées au niveau de la JTF

Au cours de la semaine l'Etat-major du Secteur de Bangui a enregistré, deux (02) cas de meurtre contre zéro cas la semaine passée, deux (02) cas de découverte de corps sans vie ont été enregistrés cette semaine contre quatre (04) la semaine passée. Zéro (00) cas de viol contre deux (02) la semaine passée. Six (06) cas de vol à main armée ont été enregistrés cette semaine.

III. Activités de sécurisation et d'assistance aux populations civiles

- Cette semaine Les casques bleus de l'Etat-major du

Secteur de Bangui (EMSB) en partenariat avec les Forces Nationales ont effectué plus de quatre cent cinquante (450) patrouilles simples, mixtes et conjointes, pédestres et motorisées, afin de rassurer les populations.

► En plus, elles continuent leurs tâches d'escortes et de protections des hautes personnalités

► Par ailleurs, des check-points inopinés dans la ville ont permis de contrôler 362 véhicules, 525 personnes, 80 motos et le sauvetage de quatre (04) individus de vindictes populaires, et la saisie de deux (02) grenades, un couteau et une importante quantité de chanvre indien qui ont été déposés à la Gendarmerie. ●

POUR PLUS D'INFORMATIONS

MINUSCA - Bureau de la Communication et de l'Information Publique(CPIO)

Hamadoun Touré, Porte-Parole

+236 75 29 54 27

publicinformation-minusca@un.org

Site Internet

<http://minusca.unmissions.org>

Suivez-nous sur :

- ▶ <https://www.youtube.com/user/UNMISSIONS>
- ▶ https://tweeter.com/UN_CAR
- ▶ <https://facebook.com/minusca.unmissions>
- ▶ <https://www.flickr.com/photos/unminusca>